



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 25.8.2023
C(2023) 5897 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 25.8.2023

**modifiant la décision de la Commission C(2020)5109 final du 22 juillet 2020 relative au
financement du programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de
Madagascar**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 25.8.2023

modifiant la décision de la Commission C(2020)5109 final du 22 juillet 2020 relative au financement du programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de Madagascar

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Par décision C(2020) 5109 final du 22 juillet 2020, la Commission a adopté le programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de Madagascar.
- (2) L'évaluation des critères d'éligibilité conduite en 2022 a mené à la conclusion que Madagascar ne peut plus être considérée comme éligible à la modalité « appui budgétaire ».
- (3) En effet, les crises successives des cataclysmes climatiques (saisons cycloniques 2022 et 2023) et de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine sont venues aggraver l'impact initial de la pandémie de COVID-19 sur la population malgache fragilisée à la fois au niveau économique et social.
- (4) Il convient dès lors d'adapter le programme d'action initial « Contrat d'appui budgétaire en réponse à la crise liée au COVID-19 » à l'évolution du contexte malgache en élargissant l'objectif général ainsi qu'en modifiant la modalité et la durée de mise en œuvre du programme.
- (5) L'objectif général « Contribuer à l'atténuation de la crise du COVID-19 à Madagascar » doit être élargi en : « Contribuer à l'atténuation des effets de la crise du COVID-19 à Madagascar ainsi que des crises résultant d'événements climatiques et économiques ».
- (6) La modalité « appui budgétaire » en gestion directe doit être modifiée en gestion indirecte avec une organisation internationale pré-identifiée.
- (7) Il convient de ré-affecter le montant de 21 000 000 EUR initialement alloué à l'appui budgétaire vers un projet visant à atténuer l'impact sur la population des crises successives du COVID, des événements climatiques, et de la guerre d'agression de la

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

Russie en Ukraine à travers la réhabilitation d'infrastructures de santé et des transferts monétaires à la population la plus vulnérable.

- (8) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (9) Il y a donc lieu de modifier la décision de la Commission C(2020) 5109 final en conséquence.
- (10) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (11) La modification prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED,

DÉCIDE:

Article unique

La décision de la Commission C(2020) 5109 final est modifiée comme suit:

- (1) L'article 1 est remplacé par le texte suivant:

« Article premier

Le programme

La décision de financement relative au programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de Madagascar, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante :

« Programme d'appui à l'atténuation des effets de la crise du COVID-19 à Madagascar ainsi que des crises résultant d'événements climatiques et économiques » ;

- (2) L'annexe est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 25.8.2023

Par la Commission

Jutta URPIAINEN

Membre de la Commission

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.